

Les éléments de base d'une campagne d'information

Par Michel EDDE¹

Evoquer les moyens médiatiques à mettre en œuvre pour faire échec au projet d'implantation des réfugiés palestiniens au Liban, qui est inspiré sinon programmé par Israël, nécessite en premier lieu un examen et une analyse précise de ce projet en vue de mettre en évidence le danger mortel qu'il représente pour l'existence même du Liban.

Dans ce but, quels sont les principes, les idées, le discours politique et les faits réels que les moyens médiatiques devront être appelés à véhiculer et à porter à la connaissance de l'opinion publique locale, régionale et internationale pour expliquer la position et la politique du Liban et dénoncer les mensonges et les manœuvres de la propagande sioniste ?

Disons tout d'abord nettement, qu'il est inadmissible de continuer à traiter une affaire aussi grave que l'implantation, avec la légèreté dont nous avons tous fait preuve jusqu'à présent dans notre pays, en nous contentant simplement de manifester notre opposition et de rejeter ce projet qu'Israël et certains pays qu'il influence, cherchent à banaliser en le présentant comme une solution normale et logique au problème des réfugiés, et en le comparant à celui posé naturellement chaque jour à tous les pays d'accueil, par des immigrants candidats à la naturalisation, dans un monde où les barrières et les frontières deviennent de plus en plus perméables et tendent même à disparaître, et où les facilités de transport et de circulation permettent des brassages de populations dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour.

Non. Le projet d'implantation des palestiniens au Liban n'a absolument rien à voir avec l'imagerie réductrice et simpliste qu'Israël tente d'imposer à une opinion publique mondiale, soumise à une sorte de lavage de cerveaux savamment orchestré par des médias internationaux de la presse écrite et audio-visuelle, notoirement contrôlés ou du moins influencés par la propagande sioniste.

Après avoir forcé une grande partie de la population palestinienne à l'exode par la violence, les persécutions et la guerre, et avoir en fait procédé à une sorte « d'épuration ethnique », Israël en est arrivé maintenant à la phase ultime de son opération, qui consiste à imposer l'implantation définitive des réfugiés palestiniens au Liban. Israël compte ainsi atteindre deux objectifs : d'une part liquider la cause et supprimer l'identité palestinienne, et d'autre part déstabiliser le Liban en remettant en question le modèle libanais basé sur le pluralisme religieux, le droit à la différence, l'acceptation et le respect de l'Autre, qui est en fait l'antithèse de l'exclusivisme religieux, ethnique et raciste sioniste qui rejette l'Autre, le persécute, l'exclut et, en fin de compte, cherche à le supprimer.

¹ Ancien ministre de l'information

L'unanimité avec laquelle les libanais ont rejeté le projet d'implantation ainsi que la position intransigeante, clairement et hautement exprimée par le Président de la République le Général Emile LAHOUD, est le signe de notre volonté à tous de préserver notre patrie dans son unité et sa convivialité, et de rejeter catégoriquement sa transformation éventuelle en cantons confessionnels plongés dans des conflits stériles et meurtriers, ce qui, dans l'optique d'Israël, constituerait une sorte de « barrière sécuritaire » assurant sa protection, du fait de la discorde qui paralyserait ses voisins. Ayant échoué une première fois en 1975 – 1976 dans sa tentative de réaliser un tel projet, Israël ne cesse d'œuvrer en vue d'atteindre à nouveau le même objectif, à l'occasion notamment d'une reprise éventuelle des négociations, pouvant aboutir à un règlement définitif du conflit.

Cette même unanimité des libanais face à l'implantation, reflète aussi leur opposition déterminée au projet israélien de liquidation de la cause palestinienne à leurs dépens. Leur soutien au droit des palestiniens au retour et à un Etat indépendant, découle de leur refus catégorique de faire le jeu d'Israël qui est de transformer le Liban en « Patrie de rechange » pour les palestiniens réfugiés provisoirement sur son sol.

Ces réfugiés doivent avoir conscience de l'imposture que représente la « sollicitude » apparente manifestée à leur égard, par certains plumitifs et certains politiciens manipulés sinon mandatés par les services israéliens, et qui ont l'audace de prétendre que le refus unanime des libanais au projet d'implantation, procède d'une quelconque attitude raciste et religieuse sectaire (sic !!).

De même que ces réfugiés doivent réaliser l'étendue de la duplicité de ceux parmi les arabes, qui se sont malheureusement mis au service d'Israël, et qui ont adopté la voie de la soumission et de l'asservissement, ou même ceux qui suivent la voie d'une normalisation avec l'ennemi avant la conclusion d'une paix juste et globale. Tous ceux-là n'hésitent pas à invoquer des motifs apparemment « humanitaires » ou « sociaux », pour réclamer que le Liban et les libanais acceptent une solution « réaliste » (sic !) et « provisoire » (resic !) qui consisterait à accorder aux réfugiés tous les droits civils et sociaux, à l'exclusion de la nationalité libanaise, pour leur permettre soi-disant de « préserver » leur identité palestinienne, alors qu'une telle formule ne serait en fait qu'une implantation en bonne et due forme, et à peine déguisée, qui déboucherait à brève échéance, sur une naturalisation massive devenue dès lors inéluctable.

Le problème des réfugiés n'est pas et n'a jamais été à caractère humanitaire et social, mais essentiellement et strictement politique. Et toutes les bonnes âmes apparemment « sensibles » et « soucieuses » de l'intérêt de ces réfugiés, de même que tous les Etats qui se disent « inquiets » de leur sort, auraient mieux fait de contraindre Israël dès l'origine du conflit, à mettre fin aux pratiques criminelles et inhumaines qu'il emploie à l'encontre de ses victimes, et à appliquer les résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, adoptées à l'unanimité, mais qui restent jusqu'à ce jour lettre morte, et qui, seules, sont susceptibles de régler le problème palestinien et de mettre fin aux souffrances des réfugiés.

Ce n'est en tout cas pas le Liban, qui porte une quelconque responsabilité dans cette tragédie, car notre pays est lui aussi, et au même titre que les palestiniens, la victime des menées d'Israël et de son agression permanente.

Il est véritablement scandaleux qu'il se trouve encore quelqu'un dans le monde, pour essayer de disculper Israël, qui est le bourreau, et de tenter d'accabler le Liban qui en est la victime.

Toutes ces vérités que je viens d'énoncer sont évidemment, pour nous, claires et indiscutables.

Pourquoi donc, le rejet sans appel du projet d'implantation par le Liban, provoque-t-il des remous et soulève-t-il des polémiques, et pourquoi certains milieux internationaux, même de bonne foi, et certains pays étrangers, s'interrogent-ils et s'étonnent-ils du refus total exprimé par le Liban et les libanais, qu'ils ne semblent ni bien comprendre, ni approuver ?

C'est parce que nous autres libanais, qui considérons ces vérités comme suffisamment claires et explicites pour nous, n'avons jamais pris la peine d'exposer notre cause, ni d'expliquer les raisons de notre refus aux autres. Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la catastrophe, la "Nakba" de Palestine, ont malheureusement sous-estimé l'importance et la gravité du projet d'implantation et ses implications et répercussions sur le Liban et sa survie, et n'ont pas réalisé la nécessité urgente qu'il y avait à déclencher des campagnes d'information spéciales, en vue d'éclairer les instances internationales et l'opinion publique mondiale. D'ailleurs, nous autres libanais, avons la mauvaise habitude, ou peut-être même avons-nous l'orgueil, de penser que toutes les nations s'intéressent particulièrement à nos problèmes, et sont à l'écoute de nos doléances et de nos récriminations, et qu'il n'est donc pas besoin pour nous de faire un effort spécial d'information, ou pour apporter des éclaircissements, qui, dans notre optique, auraient été superflus.

C'est en partie à cause de notre carence, qu'il semble que certains milieux palestiniens et arabes aient été aussi influencés par la propagande israélienne, véhiculée par de nombreux organes d'information écrite et audiovisuelle internationaux, souvent contrôlés et même parfois manipulés par le lobby israélien, et dont les campagnes de dénigrement sont parvenues, dans certains cas, à falsifier les faits, à déformer la vérité et à détourner l'image même du Liban.

Les difficultés et les réticences que nous rencontrons pour faire admettre la justesse de notre cause, apportent la preuve du rôle essentiel de ces campagnes et de l'impact qu'elles ont pu avoir sur les esprits et l'opinion publique, alors que les arabes, et nous libanais en particulier, n'avons malheureusement pas eu jusqu'à présent la même perception de l'importance capitale, et même décisive des médias d'information, dans notre lutte contre l'hégémonie israélienne, et ne leur avons pas consacré les moyens financiers et humains suffisants, requis pour contrecarrer la propagande d'Israël et faire avorter ses projets.

La tenue de ce colloque, dans les circonstances présentes, et à l'heure où notre avenir est en train de se jouer, devrait nous donner l'occasion de combler cette lacune grave. Nous exprimons le souhait que les autres pays arabes, prenant

conscience du danger mortel qui les menace tous, se décident enfin à adopter avec nous une stratégie unifiée dans le domaine de l'information, afin de contrer les effets néfastes de la propagande sioniste, et de paver la voie à la conclusion d'une paix réelle juste et globale, à laquelle nous aspirons et pour laquelle nous luttons.

Il est donc indispensable et même vital, que nous exposions clairement à l'opinion publique régionale et internationale, les réalités et les constantes libanaises, et que nous dressions la longue liste des souffrances et des sacrifices consentis par notre peuple, pour permettre à tous ceux qui les ignorent encore, de comprendre que le refus de l'implantation est non pas seulement justifié, mais qu'il est la condition essentielle de notre survie et de notre devenir.

Je ne vais pas énumérer ici ce que chacun de nous vit chaque jour intensément, de même que les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Mais à tous les hommes de bonne volonté dans le monde, nous devons répéter, et je me contente de le rappeler succinctement, que le Liban est un pays d'émigration et non pas d'immigration, que sa très faible superficie est incompatible avec la densité de sa population, une des plus fortes au monde et en augmentation constante, que le nombre des libanais émigrés ou descendants d'émigrés, est trois fois supérieur à celui des libanais résidents, et que le flot de l'émigration est continu et touche malheureusement une fraction de plus en plus large de notre jeunesse.

Ceux qui dans le monde ne sont pas obligatoirement censés le savoir, doivent aussi apprendre que le Liban, qui ne dispose pas de ressources naturelles et qui subit les séquelles de la terrible guerre imposée par Israël et de l'occupation d'une partie de son territoire, doit de plus faire face à une crise aiguë aux triples plans économique, financier et social. Il en est résulté un déficit budgétaire considérable et difficilement compressible, une dette publique croissante et presque insupportable, ainsi qu'un chômage qui ne cesse de s'amplifier et qui affecte gravement les forces vives du pays.

Est-il dans ce cas, logique ou même imaginable, à l'heure où ses fils, réduits au chômage, sont contraints à l'émigration pour assurer leur subsistance, qu'on puisse imposer au Liban de les remplacer par des réfugiés palestiniens, chômeurs eux aussi, et qui ne peuvent espérer obtenir un emploi quelconque, sauf à entrer en concurrence directe et hostile, avec ceux des libanais qui arrivent encore à trouver du travail dans leur pays ? Une telle situation ne pourrait-elle pas, à court terme, provoquer une explosion et des désordres graves dont seraient victimes à la fois, les libanais et les palestiniens ? Quels pays et quelles Organisations Internationales peuvent-ils, pour faire plaisir à Israël et servir ses desseins, exiger du Liban qu'il devienne pratiquement la deuxième victime de l'Etat hébreu, sans que les problèmes de la première victime, qui sont les réfugiés palestiniens, soient pour autant réglés et même au contraire, et dans une certaine mesure, aggravés ?

Il est clair aussi que l'intention délibérée d'Israël est de miser sur une implantation éventuelle des réfugiés pour provoquer la déstabilisation de notre pays et de porter un coup irréparable et mortel, au modèle libanais de convivialité entre minorités religieuses associées dans un Liban un et indivisible.

Dans de telles conditions, une reprise des luttes fratricides, des massacres et des destructions qui ont ensanglanté le Liban et qui ont failli causer sa perte durant les dernières décennies, devient malheureusement prévisible, risquant de provoquer ainsi la fin de l'expérience libanaise et mettant en péril l'existence même du Liban.

Est-il besoin de rappeler que dès l'aube de l'Islam, et tout au long des siècles, le Liban a donné la preuve vivante d'une existence commune et fraternelle entre chrétiens et musulmans, au sein d'une même patrie et pour le bien-être de tous ?

L'expérience libanaise est à mon avis, de nos jours, d'une actualité encore plus brûlante, à la veille du troisième millénaire, et à l'heure où les nations de l'Occident sont à la recherche de solutions à leurs problèmes ethniques et démographiques, basée sur le droit à la différence, le respect et l'acceptation de l'Autre au sein d'un même pays, et ceci, pour éviter une dislocation de leur tissu social et de leur unité nationale menacés par des conflits ethniques et religieux qui ne cessent de s'amplifier.

Les horreurs et les massacres, dont la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Timor oriental, d'autres pays encore, et même l'Irlande, ont été et sont encore le théâtre, sont la preuve sanglante de l'extrême gravité des crises qui nous menacent tous à la veille du Troisième Millénaire.

Pour en revenir aux réfugiés palestiniens, ils doivent réaliser qu'il ne leur est pas possible de s'adapter aux conditions de la vie libanaise ni de s'intégrer au Liban dans les conditions que je viens d'exposer. Ils ont d'ailleurs eux-mêmes, et dès l'origine, refusé toute formule aboutissant à la disparition de leur identité, ce qui leur a permis de préserver et de garder vivace la cause palestinienne tout au long des dernières décennies, et en dépit de toutes les vicissitudes et de tous les malheurs.

Chacun dans le monde, doit savoir, que la prétendue "Intégration" qui est supposée résulter de l'implantation, ne serait en fait qu'une "Désintégration" aussi bien du Liban que de la Palestine.

Les pays d'Occident doivent comprendre que l'implantation au Liban diffère radicalement d'une naturalisation ordinaire qui est généralement accordée par un pays donné, après un délai de résidence plus ou moins long imposé aux immigrants. Ces pays qui connaissent un effondrement sans précédent de leur natalité, et qui sont devenus de ce fait des pays d'immigration, cherchant à attirer des candidats de tous pays et de toutes origines, pour combler leur déficit démographique, sont tentés d'adopter le même critère dans leur vision de l'implantation au Liban. C'est pourquoi, un certain nombre de personnes s'imaginent dans ces pays, que le problème de l'implantation des palestiniens au Liban, ne doit nécessiter ni discussion particulière ni remise en question sérieuse, en raison notamment de ce qu'ils considèrent l'aspect "humanitaire" du problème qui leur paraît prioritaire. Ils considèrent que cette question est déjà pratiquement réglée, et s'étonnent beaucoup qu'elle soulève encore tant de passions et de polémiques, et provoque tant d'oppositions farouches au Liban.

Certains vont même jusqu'à demander : « Qu'allez-vous donc faire des palestiniens? » Comme si le Liban et les libanais étaient responsables du malheur

des réfugiés, de leur expulsion, de leurs souffrances et de l'interdiction qui leur est faite de rentrer dans leur patrie.

Il est impératif que nous agissions au plus tôt pour rétablir la vérité et pour modifier cette mentalité et cet état d'esprit malsain, en démontrant qu'Israël est le responsable de cette tragique situation et qu'il est scandaleux de continuer à occulter cette vérité criante pour chercher à le déculpabiliser.

La responsabilité incombe aussi en second lieu aux Nations-Unies elles-mêmes qui, en raison de leur paralysie et de leur faiblesse scandaleuse, ont été incapables jusqu'à ce jour de faire appliquer les résolutions, adoptées par ailleurs à l'unanimité par les instances des Nations-Unies et qui condamnent Israël, ce qui aurait permis d'aboutir depuis longtemps à un règlement équitable du conflit dans l'intérêt de tous.

Quant aux grandes nations, qui ne cessent de manifester leur amitié et leur appui au Liban, et de clamer leur soutien total à sa cause, mais en paroles seulement, elles se contentent de se confiner dans un rôle de spectateurs ou de simples témoins des manœuvres, des agressions et des crimes commis par Israël. Ces nations ne supportent-elles pas elles aussi, une large part de responsabilité à l'égard tant du Liban, que des palestiniens ?

Il est temps que ces choses soient dites clairement si l'on veut mettre fin à cette horrible tragédie qui est la honte, peut-être la plus criante, de ce sanglant vingtième siècle finissant.

L'expérience libanaise que la Communauté Internationale est appelée à préserver, devrait également permettre aux pays d'Occident perturbés par leurs problèmes ethniques et démographiques, de trouver la formule qui leur conviendrait, pour apprendre à vivre avec l'Autre, en l'occurrence les communautés musulmanes qui ne cessent de se développer sur leur territoire, et qui restent souvent confinées dans ce qu'il est convenu d'appeler les "zones à risque" représentées par les banlieues, où l'intégration est pratiquement et dangereusement absente. Comment ces nations peuvent-elles dans ces conditions, accepter d'être les complices d'une politique dont le but déclaré aboutit à la disparition du modèle libanais, édifié laborieusement par tous les fils et toutes les communautés spirituelles du Liban tout au long des 14 siècles passés, et qui devrait leur servir d'exemple.

Quant aux prétentions d'Israël qui soutient que le projet d'implantation des réfugiés au Liban, est devenu une condition vitale pour sa survie parce qu'il contribue selon lui à écarter définitivement le danger de déséquilibre démographique, qui menace son existence même et fait obstacle à la paix, il devient indispensable de dénoncer clairement ces fausses données et ces mensonges évidents.

En effet, ce n'est pas l'implantation de quelques centaines de milliers de palestiniens au Liban, qui peut permettre à Israël de régler son problème démographique, ni de lui permettre de réaliser la scandaleuse "purification ethnique" qu'il recherche. Le véritable problème auquel Israël est confronté et qui reste pratiquement insoluble, sauf dans le cas d'une solution pacifique équitable, préservant les droits de tous, c'est plutôt la présence physique de "la population

arabe de "48", selon l'appellation communément admise, qui a réussi à se maintenir à l'intérieur de l'entité sioniste après la catastrophe, la "Nakba", et dont le nombre par simple croissance démographique naturelle dépasse maintenant /1.200.000/ habitants, c'est-à-dire un pourcentage supérieur à 20 % de la totalité de la population résidant effectivement en Israël à ce jour. Si l'on ajoute à ce nombre, les trois millions de palestiniens recensés officiellement en Cisjordanie et à Gaza, on obtient plus de quatre millions d'arabes, vivant actuellement dans les limites géographiques de l'ancienne Palestine du mandat, face à près de quatre millions de juifs seulement, qui vivent aussi sur le même territoire. C'est-à-dire que, dans moins de vingt ans, et par le fait de la seule poussée démographique que je viens d'évoquer, le nombre des arabes représentera plus du double que celui des juifs dans le périmètre de l'ancienne Palestine.

Face à cette "bombe démographique" palestinienne, quelle parade pourrait opposer Israël, et quel impact pourrait avoir le fameux taux de natalité élevé que les israéliens affirment constater chez les quelques centaines de milliers de juifs extrémistes orientaux.

Israël aurait-il la ridicule prétention d'entrer en compétition au plan démographique avec les palestiniens dont le taux de croissance est peut-être le plus élevé au monde ?

Quand on sait par ailleurs que le nombre total des juifs dans le monde, ne dépasse pas 14 millions d'individus dont 5,5 millions aux USA, 4,3 millions résidant effectivement en Israël, 1,5 millions en Russie, et moins de 4 autres millions, répartis partout ailleurs dans le monde ; et quand on sait aussi que l'immense majorité de ces juifs de la Diaspora sont intégrés dans leurs pays, et ne sont pas prêts à renoncer à leurs situations florissantes, à leurs avantages et à leurs statuts généralement privilégiés, pour venir s'installer en Israël, avec tous les aléas que cela comporte, qui sont représentés par la permanence du conflit arabo-israélien et les risques qui en découlent, ainsi que par les problèmes de société, aux plans ethniques et religieux notamment, qui ne cessent de s'aggraver, on comprend mieux que ce pas, grâce à l'implantation au Liban des réfugiés qui s'y trouvent, que les problèmes d'Israël pourraient être réglés.

Quant à certains pays arabes qui ont choisi la voie du renoncement et de la soumission à la paix israélienne ou même de la normalisation avant la conclusion d'un règlement équitable, il semble qu'ils tentent de minimiser et même de banaliser le projet d'implantation et de le justifier avec le secret espoir que le Liban serait contraint à son tour de suivre un jour la même voie sans issue dans laquelle ils se sont engagés.

Ces pays et ces milieux, ignorent ou feignent d'ignorer, que la disparition éventuelle du Liban, qui est l'antithèse même d'Israël, aurait des répercussions encore plus graves pour eux et l'ensemble du monde arabe, parce qu'elle serait de nature à consacrer définitivement le caractère raciste agressif et expansionniste de l'entité sioniste, qui n'aurait alors cessé d'étendre sa domination sur tout le monde arabe, en provoquant l'affaiblissement et peut-être l'élimination des pays récalcitrants, encouragée en particulier en cela par le succès de l'opération dont le Liban aurait été la victime. Car le Liban, grâce à l'action héroïque de la résistance et

à l'opposition clairement et hautement exprimée, par le Président de la République le Général Emile LAHOUD au projet sioniste de domination et d'implantation, et grâce à l'appui total du Gouvernement, de la Chambre des Députés, de l'Opposition et de l'ensemble de la population, demeure avec la Syrie, le dernier bastion qui fait barrage aux ambitions démesurées d'Israël et qui l'empêche de concrétiser définitivement son projet d'hégémonie sur les pays arabes.

Nous devons par ailleurs constater avec regret, que le découragement et l'abatement semblent faire des ravages au sein des réfugiés palestiniens, par suite des campagnes insidieuses et des manœuvres des pays que je viens d'évoquer et de leurs agents visant à tromper ces réfugiés et à les plonger dans le désespoir, afin de les convaincre à renoncer définitivement à leur droit au retour, et à accepter une solution consistant en leur implantation définitive au Liban, selon le plan établi par Israël, et malheureusement aussi, avec l'approbation et même la participation de Yasser ARAFAT.

Dans cette perspective, ce dernier a déjà accepté, comme préalable au projet d'implantation, de supprimer clairement et officiellement de l'agenda des négociations du statut final, la question du droit de retour des réfugiés de 1948 et de 1967 dans leur pays. De même qu'il avait par le passé, accepté d'écarter l'examen de cette question lors de la signature de la déclaration d'Oslo et des accords de Wye Plantation et de Charm el Cheikh, ce qui est la preuve tangible de sa part, de l'abandon à leur sort des malheureux réfugiés en général, et ceux du Liban en particulier.

Ne voilà-t-il pas maintenant, Yasser Arafat et ses sbires qui élèvent la voix, avec une impudence et une effronterie sans pareils, et qui demandent la réactivation du fameux accord du Caire que le Parlement libanais a déjà abrogé en 1987.

Quand on sait que cet accord avait été imposé par la force au Liban, à une époque où les palestiniens tenaient le haut du pavé et déclaraient poursuivre, coûte que coûte leur lutte contre Israël, et quand on sait aussi que Yasser ARAFAT ne se contente pas seulement d'avoir mis bas les armes, mais qu'il pourchasse et persécute les résistants palestiniens qui continuent à combattre Israël, de même qu'il se soumet aux conditions posées par l'ennemi sioniste, on peut mesurer l'étendue de la duplicité de cet homme, quand il ose réclamer le droit de reprendre les armes et de résister, mais cette fois évidemment et clairement contre le Liban seulement, pour la simple raison que notre pays a refusé de le suivre dans la voie de l'abandon et de la reddition, comme il refuse d'accepter le projet d'implantation cautionné par lui, et qui serait censé procurer une "patrie de rechange" aux malheureux réfugiés qu'il a abandonnés.

Pour terminer, je viens d'évoquer les éléments de base d'une campagne d'information, indispensable pour expliquer la position et la politique du Liban, ainsi que la justesse de sa cause, afin de rétablir la vérité, déformée par une propagande israélienne déchaînée et dirigée depuis un certain temps plus spécialement et plus directement contre notre pays.

Mais nous devons savoir aussi que toute campagne médiatique en vue de faire obstacle au projet israélien, n'aurait que peu d'effet si nous ne concentrons pas

nos efforts en premier lieu, au resserrement de nos rangs et au renforcement de notre front intérieur. Quelle que soit l'importance de tous les problèmes politiques locaux, qui font l'objet de débats souvent violents et passionnés, il reste que la priorité absolue pour nous tous, consiste à lutter sans relâche, contre l'hégémonie d'Israël, en nous opposant sans restriction et de la façon la plus catégorique au projet d'implantation des réfugiés palestiniens au Liban, qui ne peut aboutir qu'à la liquidation de la cause palestinienne aux dépens de notre pays, et mettrait en péril son existence même.

Dans cette dernière étape, qui sera décisive, du conflit arabo-israélien, nous devons réaliser que nous ne pouvons pratiquement compter que sur nous-mêmes. Si, par impossible, nous ne prenions pas conscience de l'extrême gravité de la situation et n'agissions pas en conséquence, nous n'aurions pas de reproches à faire à personne et n'aurions d'autre choix que de nous en prendre à nous-mêmes.